

# Conquérir l'autonomie sur les enjeux stratégiques au service de la Nation – Partie 1

## I. L'économie libérale n'est pas plus compétitive que les services publics

Aucune preuve empirique ne permet d'affirmer que le secteur privé serait plus efficace que les services publics. Ce n'est pas une affirmation infondée mais la conclusion d'études universitaires sur le sujet menées depuis plus de 30 ans. La tendance serait même inverse : le recours au privé ne revient pas moins cher pour les usagers, **c'est même presque toujours l'inverse.**

Sources :

- [Efficacité des secteurs public et privé, EPSU, Université de Greenwich](#)
- [Public-privé : qui est le meilleur ?, Philippe Eliakim, Capital](#)
- [L'analyse comparative de la performance entre les entreprises publiques et les entreprises privées, Richard BOZEC, Université d'Ottawa](#)

La logique actuelle de privatisation est un non-sens d'un point de vue économique comme d'un point de vue de niveau de service. Le vocabulaire courant souligne naturellement la distinction : on parle bien de comparer un **service** public à des **entreprises** privées. Or un service cherche à fournir une prestation à des usagers, tandis qu'une entreprise vise à mettre en place une activité rémunératrice.

L'État n'est pas un outil au service des intérêts des entreprises, mais un outil au service des citoyens – et nous veillerons à ce qu'il le reste. Favoriser les entreprises privées en privatisant les services publics va à l'encontre du rôle fondamental d'un État.

La libéralisation des marchés accentuée par la mondialisation, conduit à des mécanismes de compétition tandis que la logique de service est tournée vers la coopération. Il va sans dire que la coopération est intrinsèquement plus fructueuse que la compétition.

Sources :

- [Application de la théorie des jeux à l'économie publique et industrielle, 1993, Abdelhakim Hammoudi, CERAS](#)
- [Quelques applications de la théorie des jeux aux relations économiques internationales, 1978, Christian STOFFAES, CNRS](#)

*Conséquence : il est dans l'intérêt de la Nation et de ses citoyens de disposer d'un modèle alternatif à l'économie libérale.*

### II. Faire renaître les manufactures d'État

La Conférence Nationale des communistes ne vise pas une révolution mais une solution démocratique pour une transition progressive mais efficace vers un meilleur modèle sociétal. Il n'est pas nécessaire de détruire l'économie libérale. Il est cependant possible de lui présenter un modèle en compétition, tournant ses aspirations vers le service de la Nation.

Aux XVIIe et XVIIIe siècles, la France se couvre de manufactures et d'arsenaux, propageant jusqu'aux confins du royaume les savoir-faire d'exception qui feront notre réputation pendant les siècles suivants. Les gouvernements du XIXe siècle poursuivront à leur tour cette politique. Ces manufactures d'État vont constituer des lieux privilégiés de conservation du patrimoine industriel. Celles des Gobelins à Paris ou de Sèvres sont les fleurons d'une industrie laissant deviner les prémices du monde moderne. Le régime spécial piloté par l'État dont elles bénéficient leur permet de sauvegarder leurs savoir-faire traditionnels tout en innovant.

L'économie libérale et les privatisations du XXe et du début du XXIe siècles ont détruit une grande partie de ce patrimoine national. Je propose de ressusciter ce patrimoine, en l'enrichissant de nos nouvelles ambitions sociales et environnementales. **Les manufactures d'État doivent renaître.**

Ne nous leurrions pas : nos fleurons modernes sont des manufactures déguisées.

Airbus, qui porte haut le savoir-faire technologique européen est largement le fruit d'un consortium européen. En 1966, face à la recrudescence des intérêts nationaux, les gouvernements allemand, britannique et français s'entendent pour désigner une seule entreprise nationale pour les représenter, donnant naissance à l'Airbus A300. Les subventions versées sont moindres que le coût de la dépendance technologique et économique envers des entreprises étrangères, et nous permettent l'acquisition et le développement de nos propres programmes d'aviation. A la clé, des centaines de milliers d'emplois, notre indépendance économique et technologique dans des domaines civils comme militaires.

A l'étranger, l'entreprise Huawei, fondée en 1997, est devenue en 2018 le premier fabricant mondial de télécoms avec 31% du marché. Elle est le fruit d'un ancien colonel de l'Armée Populaire de Libération, qui, conformément au plan quinquennal de développement de la République Populaire de Chine, a bénéficié de prêts d'État colossaux pour son développement, estimés à 75 milliards de dollars. On ne peut pas parler d'une économie libérale quand l'entreprise, alors à l'état de start-up a bénéficié de prêts nationaux qui feraient passer pour modestes des plans de relance français. Et les investissements Chinois ont payé : le chiffre d'affaires de Huawei en 2019 est de 121,7 milliards de dollars, permettant à l'entreprise de rembourser largement les investissements publics tout en offrant à son pays une sérieuse avance technologique, notamment dans la 5G.

Source : [Comment l'État chinois a financé l'essor mondial de Huawei, 26/12/2019, Chuin-Wei Yap, L'Opinion](#)

Comme preuve de la stratégie des manufactures d'État, les États-Unis d'Amérique n'ont pas trouvé de meilleure parade que d'imposer des sanctions sans réel fondement légal à l'entreprise chinoise pour stopper sa progression.

Et si à l'avenir le modèle libéral s'avérait incapable de suivre les gains de compétitivités évoqués au chapitre précédent, il périra de lui-même. Il n'est pas nécessaire de s'attaquer de front au système libéral. Il suffit de faire mieux que lui.

*PS : je précise dans une autre contribution les enjeux stratégiques à cibler en priorité.*